

(A)

( N° 18. )

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1850 — 1851.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

### FEUILLETON N° 1.

---

M. ALLARD, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 5345.                                    | Par pétition datée de Gand, le 15 novembre 1850,<br>Le sieur Verstracte, capitaine pensionné, prie la Chambre de lui faire obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 2.                           | 5466.                                    | Par pétition datée de Hasselt, le 30 mai 1850,<br>Le sieur Farcy prie la Chambre de décider si l'aptitude du sergent-major de la garde civique à remplir ses fonctions doit être jugée par la commission d'examen, dont parle l'art. 54 de la loi du 8 mai 1848, ou si elle doit être appréciée par le capitaine de la compagnie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 3.                           | 5468.                                    | Par pétition sans date,<br>Les sieurs Verheyen et Geebels, de Maeseyck, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef des pertes qu'ils ont essuyées par suite du débordement des eaux d'un aqueduc. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 4.                           | 5469.                                    | Par pétition datée du 14 août 1850,<br>Le sieur Gérard prie la Chambre de faire retirer la résolution en vertu de laquelle il a été suspendu de ses fonctions d'instituteur communal à Engreux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.   |
| 5.                           | 5470.                                    | Par pétition datée d'Hymiee, le 23 mai 1850,<br>Plusieurs habitants d'Hymiee demandent que ce hameau soit séparé de la commune de Gerpennes et érigé en  |

commune spéciale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

6. 5474. Par pétition datée de Cuerne, le 12 novembre 1850,  
Le sieur Filleul-van Elstraete, cultivateur à Cuerne, prie la Chambre d'ordonner une enquête sur les poursuites judiciaires dont il est incessamment l'objet. — Concl. — Ordre du jour.
7. 5477. Par pétition datée de Bruxelles, le 13 novembre 1850,  
Le sieur Adolphe Vent, capitaine au long cours, prie la Chambre de lui faire remise du droit d'enregistrement qui lui a été réclamé pour sa naturalisation ordinaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 5480. Par pétition datée de Mechelen, le 15 novembre 1850,  
5120. Les électeurs de Mechelen présentent des observations contre la demande de séparation du hameau Daelgrimby, dépendant de cette commune.  
Des habitants de Daelgrimby demandent la séparation de ce hameau et sa réunion à la commune d'Opgrimby.  
Même demande du conseil communal d'Opgrimby. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
9. 4804. Par pétition datée de Petit-Enghien, le 25 juin 1849,  
Le sieur Decorte propose des modifications à la loi sur les chemins vicinaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. LELIÈVRE, 2<sup>me</sup> rapporteur.

10. 5457. Par pétition datée du 20 mai 1850,  
Le sieur Meyer demande une loi pénale contre ceux qui maltraitent les chevaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
11. 5454. Par pétition datée de Nivelles, le 19 mai 1850,  
Les huissiers-audienciers près le tribunal de première instance de Nivelles demandent une indemnité ou un traitement qui les fasse sortir de l'état exceptionnel où les a placés la loi du 1<sup>er</sup> juin 1849 et l'arrêté royal du 18 du même mois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
12. 4805. Par pétition datée de Tournay, le 25 juin 1849,  
Quelques habitants de Tournay demandent la réforme de la législation sur l'expropriation forcée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

13. 5475. Par pétition datée d'Aspelaere, le 10 novembre 1850,  
La dame Constance Menschaert prie la Chambre de faire annuler le testament de son frère Constantin, décédé le 24 février 1849. — Concl. — Ordre du jour.
14. 5478. Par pétition datée d'Anvers, le 1<sup>er</sup> novembre 1850,  
Les huissiers-audienciers près la chambre correctionnelle du tribunal de première instance à Anvers et près la Cour d'assises de la province, prient la Chambre de rapporter la loi sur la révision des tarifs en matière criminelle, ou du moins de décréter un tarif qui leur alloue des droits de vacations pour le service des Cours d'assises et des tribunaux correctionnels. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
15. 5453. Par pétition datée de Schilde, le 15 mai 1850,  
Plusieurs cultivateurs et propriétaires de Schilde demandent une loi qui déclare non imposables les vidanges et autres engrais servant à l'agriculture.  
Même demande de propriétaires, locataires et cultivateurs à Anvers, Brecht, Moortsel, Westmalle, Zoersel et St-Antoine, Westwezel, Loenhout. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
16. 4343. Par pétition datée de Bruxelles, le 19 novembre 1850,  
Le sieur Honoré, ancien vérificateur des douanes à Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la liquidation des arrérages de la pension viagère qui lui a été constituée par décret impérial du 13 décembre 1813. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. DE PERCEVAL, 5<sup>me</sup> rapporteur.

17. 5484. Par pétition datée de Soignies, le 26 août 1850,  
Plusieurs habitants de Soignies demandent des modifications à la loi concernant la location des maisons de peu de valeur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
18. 5423. Par pétition datée de Merchten, le 9 avril 1850,  
Le comice du 3<sup>e</sup> district agricole du Brabant demande que les pigeons-ramiers soient compris parmi les bêtes qu'aux termes de la loi sur la chasse, il est permis de repousser ou de détruire avec des armes à feu. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

19. 5463. Par pétition datée de Halle, le 30 mai 1850,  
5431. Plusieurs propriétaires et fermiers à Halle demandent une loi qui interdise aux administrations communales d'établir un droit sur les engrais, et notamment sur les vidanges.  
Même demande de plusieurs propriétaires et cultivateurs d'Anvers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
20. 5424. Par pétition datée d'Étalle, le 6 novembre 1849,  
5418. Plusieurs habitants d'Étalle demandent la construction du chemin de fer du Luxembourg.  
Même demande de plusieurs habitants d'Anlier, Chattillon, Belle-Fontaine, Tintigny, Sainte-Marie, Rulles et Villers-sur-Semois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
21. 5422. Par pétition datée de Merchten, le 9 avril 1850,  
Le comice du 3<sup>e</sup> district agricole du Brabant demande des modifications au système en vigueur pour la location des biens appartenant aux établissements de bienfaisance. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
22. 5462. Par pétition datée de Frasnès, le 1<sup>er</sup> juin 1850,  
Le marquis d'Auxy déclare ne pas avoir adressé à la Chambre la pétition tendant à établir un impôt sur les titres de noblesse, qui a été présentée comme venant de lui, et demande qu'on en fasse rechercher le faussaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
23. 5473. Par pétition datée de Bar-le-Duc, le 9 novembre 1850,  
L'administration communale de Bar-le-Duc demande que la grande route pavée que l'on propose de construire de Turnhout à Tilbourg ou à Breda, passe par Bar-le-Duc. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
24. 5456. Par pétition datée de Namur, le 27 mai 1850,  
Le sieur Lallement demande une loi qui déclare les prêtres incapables de contracter le mariage civil. — Concl. — Ordre du jour.
25. 5483. Par pétition du 12 novembre 1850,  
Les bourgmestres des communes de l'arrondissement d'Audenarde demandent des modifications aux dispositions en vigueur concernant les dépôts de mendicité et les écoles de réforme. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

26. 5493. Par pétition datée de Malines, le 9 novembre 1850.
- Le conseil communal de Malines, présentant des observations contre l'interprétation donnée par le Gouvernement, en ce qui concerne les subsides, à l'art. 23 de la loi organique de l'enseignement primaire, prie la Chambre de décider quel est le sens de cette disposition. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur, avec demande d'explications.
- M. CLEP, 4<sup>me</sup> rapporteur.
27. 5467. Par pétition datée de Chimay, le 4 novembre 1850.
- Le sieur Decot demande une loi qui modifie les dispositions relatives à l'exercice de la médecine vétérinaire dans les campagnes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
28. 5458. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 24 mai 1850.
- Le sieur Verstackpen, ancien commis des accises, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
29. 5447. Par pétition datée d'Isque, le 5 mai 1850.
- Plusieurs habitants d'Isque réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement se fasse donner un rapport détaillé sur la nomination du secrétaire communal. — Concl. — Ordre du jour.
30. 5406. Par pétition datée de Mons, le 27 avril 1850.
- La députation permanente du conseil provincial de Hainaut demande une loi qui restitue à la province les intérêts de l'encaisse provinciale de 1830. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
31. 5476. Par pétition sans date,
- Les époux Vraux, à Tournay, prient la Chambre d'accorder un emploi ou une pension à leur fils Isidore, milicien congédié pour infirmités contractées au service. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
32. 5412. Par pétition datée de Mons, le 28 avril 1850.
- Quelques habitants de la commune de Mons, province de Liège, prient la Chambre de ne pas accorder la con-

cession d'un accotement de la route de Jemeppe à Hollogne-aux-Pierres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

33.

5464.

Par pétition datée d'Hollogne-aux-Pierres, le 31 mai 1850,

Quelques habitants et membres du conseil communal d'Hollogne-aux-Pierres déclarent protester contre la concession qui serait faite à une société industrielle, d'un accotement de la route de Jemeppe à Hollogne-aux-Pierres, et demandent que cette concession soit annulée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

